

LE GRAND SOIR

CopyLeft :
Diffusion autorisée
et même encouragée.

Merci de mentionner les
sources.

www.legrandsoir.info

 [imprimer page](#)

ajuster taille texte :



mercredi 10 juillet 2013

Le Moyen-Orient en lambeaux

Adlene MOHAMMEDI

Rappelons-nous ce que disait Lénine des révolutions : c'est quand à la base on ne veut plus et à la tête on ne peut plus qu'elles se produisent. Force est de constater qu'une partie du peuple syrien veut encore, et que le régime peut encore...

Nous avons besoin, en ces temps où la pensée peine à se frayer un chemin entre l'information brute et l'émotion teintée de manichéisme, d'une « lecture profane », pour reprendre la formule de Georges Corm. [1]

Pour une lecture profane du conflit syrien

Si le « peuple syrien », comme certains médias aiment à le ressasser, s'était soulevé comme un seul homme contre le président Bachar al-Assad, celui-ci aurait sans doute connu le sort de Hosni Moubarak. Rappelons-nous ce que disait Lénine des révolutions : c'est quand à la base on ne veut plus et à la tête on ne peut plus qu'elles se produisent. Force est de constater qu'une partie du peuple syrien veut encore, et que le régime peut encore. Nous avons bien affaire à une guerre civile –ce qui a fini par être admis–, et une guerre civile se distingue d'un soulèvement en ce qu'elle est davantage une lutte pour le pouvoir que pour la satisfaction de revendications politiques ou économiques. Une partie du peuple syrien s'est bien soulevée contre un régime autoritaire, mais ce n'est pas seulement parce que celui-ci a mal appréhendé les premières manifestations que le pays est à feu et à sang, c'est surtout parce que des groupes armés se sont assez vite organisés avec pour objectif unique le renversement du régime.

Cette guerre civile, qui n'est pas seulement une guerre civile tant les acteurs extérieurs sont actifs sur le théâtre syrien, présente trois caractéristiques majeures : un monde arabe qui n'a pas été aussi divisé –et il semble l'être davantage cette fois– depuis la guerre du Golfe de 1990-1991 ; une fitna (discord, division au sein de l'umma [communauté] musulmane entre sunnites et chiites) encouragée et instrumentalisée et la confrontation entre deux logiques, hélas sous-estimées au profit de la dimension civilisationnelle, à savoir une logique territoriale et une logique réticulaire. En d'autres termes, les réseaux –notamment takfiristes [2]– à l'assaut d'un territoire souvent méconnu et sans grande importance, l'idéologie –l'islam sunnite par exemple, sa bonne pratique et son accession au pouvoir– demeurant l'élément central, du moins en apparence. Cette logique transnationale s'appuie sur des acteurs divers qui révèlent son étendue : les Frères musulmans –les partis politiques qui se reconnaissent dans la confrérie–, une force à la conquête du pouvoir ; les groupes takfiristes, souvent accusés de terrorisme et souvent composés d'étrangers, une force déstabilisatrice ; le Qatar, une puissance financière, symbole par excellence d'une logique de réseaux, disposant d'un territoire et d'une population très limités ; la Turquie, une puissance régionale incontournable, « néo-ottomane » pour certains, cheval de Troie de l'OTAN pour d'autres.

Dans ce contexte, Washington, Londres et Paris ont un point commun avec les acteurs évoqués plus haut : l'hostilité à l'égard du régime syrien, notamment pour ses liens avec Téhéran et le Hezbollah libanais. Cette idée d'armer les rebelles syriens, après l'invocation d'une ligne rouge douteuse qui aurait été franchie par le régime –celle des armes chimiques [3]– pose quelques problèmes : d'abord, elle pose le problème de l'objectif d'une telle initiative. Une intervention serait difficile –notamment sans l'aval de Moscou–, douteuse et coûteuse, et armer les rebelles en les encourageant à poursuivre cette guerre peut paraître encore plus cynique que de les abandonner à leur sort dans la mesure où cela servirait inéluctablement à faire durer le conflit, neutralisant le régime syrien comme acteur régional pour un temps. Ensuite, elle pose le problème des relations avec Moscou. En effet, entre les victoires de l'armée régulière sur le terrain et la proposition d'une grande conférence de paix (baptisée « Genève 2 »), la Russie a pu apparaître comme une sorte de vainqueur. Rien n'est moins sûr. Quand les Russes, devant un soutien plus important apporté aux rebelles, se sentiront obligés d'accentuer leur aide au régime –ne pouvant tolérer ni le fait accompli « occidental » ni que le régime tombe entre des mains incertaines et déstabilisatrices–, on les accusera d'être les responsables de la tragédie, eux qui se seront montrés les plus convaincus par une solution politique. Enfin, elle pose aussi le problème de l'état du débat en France. L'unanimité politico-médiatique sur le sujet est d'autant plus surprenant qu'il contraste avec ce qui peut se dire à Washington [4] et à Londres [5]. Que s'est-il passé en France ? Il y a plus de vingt ans, quand Saddam Hussein envahissait le Koweït –le Conseil de sécurité des Nations

unies était favorable à l'intervention militaire—, les voix discordantes ne manquaient pas, à commencer par le Ministre de la Défense lui-même [6]. Ce changement peut s'expliquer à trois niveaux : l'argument le plus évident est celui du contexte et de la nature du conflit. Le contexte est celui du « printemps arabe », bien que la circonspection à l'égard de ce concept gagne du terrain ; quant à la nature, il va de soi que l'idée d'un conflit entre un régime et sa population, simpliste donc séduisante, émeut davantage qu'un conflit inter-étatique. Le deuxième argument est celui de l'hostilité particulière qu'inspire ici le régime syrien. Le conflit israélo-arabe, le dossier libanais, ses liens avec l'Iran, son autoritarisme, sa rhétorique « anti-impérialiste » et sa relative imperméabilité vis-à-vis de la France ont fait de Damas un acteur régional particulièrement honni. Le troisième argument concerne davantage le climat politique français que le conflit. En effet, une partie de la « classe politico-médiatique » refuse catégoriquement de montrer du doigt toute menace islamiste ou tout rôle néfaste joué par le Qatar, soit pour épargner l'émirat, soit pour éviter tout discours assimilable à une forme ou une autre d'« islamophobie ».

Des États secoués

En Irak

Au-delà de la Syrie, c'est toute la région qui semble vivre une véritable commotion qui se traduit par un délitement des États. L'Irak présente une triste illustration de cette commotion, sur fond de confrontation confessionnelle entre des groupes sunnites et le Premier ministre chiite Nouri al-Maliki. Le gouvernement central de Bagdad hérite d'un État et d'un territoire dépecés par l'invasion américaine dans un premier temps ; par le nouvel ordre régional dans un second temps. L'invasion américaine, la destruction de l'État et des appareils sécuritaires et leur remplacement par un équilibre confessionnel précaire ont permis la constitution de véritables autoroutes pour divers combattants. Quand le territoire se décompose, les réseaux prospèrent. De ce point de vue, les situations syrienne et irakienne sont analogues, ce qui explique en partie la position relativement bienveillante d'al-Maliki vis-à-vis de Damas. Trois autres points communs apparaissent : d'abord, une critique partagée de l'ingérence d'acteurs régionaux, notamment la Turquie et le Qatar. Si Damas a fortement critiqué le soutien apporté par Ankara aux rebelles, ainsi que l'activisme du Qatar au sein de la Ligue arabe, allant jusqu'à confier le siège syrien à l'opposition lors du sommet de Doha en mars dernier ; de la même manière, Bagdad a vu d'un très mauvais œil l'accueil réservé en 2012 par ces deux mêmes pays à l'ancien vice-président al-Hachémi, accusé de meurtres par la justice irakienne. Ensuite, il est évident que les deux pays subissent une confessionnalisation croissante de conflits a priori politiques. Enfin, c'est l'évolution de la question kurde dans les deux pays qui rapproche les deux situations. D'un côté, un gouvernement autonome du Kurdistan en Irak qui bénéficie d'une quasi-indépendance, allant jusqu'à multiplier les contrats pétroliers sans passer par Bagdad [7] ; de l'autre, des Kurdes en Syrie qui jouissent d'une relative autonomie accordée par le régime.

En Égypte et en Turquie

Des pays dont les dirigeants actuels s'apparentent aux Frères musulmans, comme l'Égypte ou la Turquie, subissent aussi une crise de légitimité. En effet, ceux qui bénéficient de la logique de la société contre l'État peuvent aussi en pâtir. Les situations égyptienne et turque, si elles présentent quelques points communs, demeurent profondément différentes. Ces points communs ne sont pas négligeables : une jeunesse instruite et encline à se mobiliser ; une idéologie commune, le président Morsi considérant le Premier ministre turc comme un modèle ; une forte hostilité à l'égard du régime syrien ; une assise populaire et des relations plus ou moins conflictuelles avec l'armée. Néanmoins, les différences sont tout aussi importantes : tandis que l'influence égyptienne décroît, la Turquie entend jouer un rôle de plus en plus important ; les réussites turques sur le plan économique se distinguent largement d'une économie égyptienne moribonde ; l'héritage kémaliste, s'il est aussi autoritaire que celui du précédent régime égyptien, demeure différent, notamment dans son rapport à la religion ; Erdogan jouit d'une expérience que Morsi est loin d'avoir acquise et une partie de la population égyptienne se mobilise surtout pour poursuivre une « révolution » qui lui semble inachevée.

Au Liban

Le Liban vit une commotion tout à fait singulière. Le pouvoir y est tellement éparpillé que sa remise en cause ne peut se manifester aussi ostensiblement que dans les pays voisins. Cependant, comme eux, il subit à la fois des facteurs extérieurs et des fragilités intrinsèques. Certes, il est victime de la crise syrienne, des agressions israéliennes continues, de multiples ingérences étrangères, qu'elles soient américaines, européennes ou arabes. Mais s'il se retrouve aujourd'hui avec une armée fragile, un gouvernement démissionnaire, un parlement qui prolonge anticonstitutionnellement son mandat et un conseil constitutionnel politisé inapte à empêcher cette prolongation, les causes sont indéniablement à chercher à l'intérieur de ses frontières. Quant à l'implication du Hezbollah en Syrie, sa médiatisation relève largement du fantasme confirmant les thèses civilisationnelles les plus absurdes —néanmoins

séduisantes—, et sa réalité est incommensurable avec celle des combattants takfiristes aux côtés des rebelles. Le premier est dans une logique territoriale qui consiste en la défense de populations locales et libanaises avant tout ; les seconds sont dans une logique réticulaire qui se traduit par un discours religieux notamment anti-chiite. L'opposition entre ces deux logiques évoquée plus haut (territoire versus réseaux) est ici centrale. Si le Hezbollah est lui-même le maillon d'un réseau qui le dépasse, celui de la « résistance » permanente qui le lie à Téhéran et à Damas, il n'en demeure pas moins qu'il est né pour le territoire et par le territoire : après l'invasion israélienne de 1982. Son action demeure d'ailleurs circonscrite et largement provoquée par des acteurs qui ont tenté de faire du Liban une base arrière de la rébellion syrienne. Soutenu par une partie de la population libanaise qui s'étend à toutes les communautés, le Hezbollah n'a aucun intérêt à sacrifier ce soutien —lié notamment à sa résistance à Israël au sud du pays— pour devenir une organisation transnationale. Il est évident qu'une telle logique se distingue fortement de celle des takfiristes —locaux ou issus de tout le monde musulman— qui n'accordent pas la moindre importance au territoire, le lieu du « djihad » [8] important peu, hier l'Afghanistan, aujourd'hui la Syrie.

Décomposition, recomposition

Un autre phénomène géopolitique tout à fait intéressant est apparu dans la foulée de la crise syrienne : de rapides changements dans la gestion des questions kurde et palestinienne. Pour ce qui est de la question kurde, force est de constater que c'est la Turquie qui semble l'avoir prise en main, entre un rapprochement avec le gouvernement autonome du Kurdistan irakien et une négociation avec le PKK [9] en Turquie. Devenir la puissance tutélaire de populations kurdes de plus en plus autonomes est une perspective tout à fait plausible pour Ankara. Quant à la question palestinienne, la crise syrienne a eu deux effets majeurs : des Palestiniens divisés —un Fatah neutre, un FPLP [10] proche du régime et un Hamas qui s'en éloigne— et un rôle plus important joué par le Qatar. Le Hamas, naguère sous la protection de Damas, n'a pas hésité à prendre ses distances avec le régime syrien pour se rapprocher de Doha. Il va de soi qu'un Hamas sous la protection du Qatar —allié des États-Unis—, plutôt que celle de la Syrie, est amené à jouer un rôle moins subversif. Le Qatar, qui ne peut bénéficier éternellement d'un vide de leadership dans le monde arabe, et la Turquie, qui fait face à quelques difficultés, ont vu leurs stratégies dans la région évoluer dans le même sens : de l'équilibrisme entre les États-Unis et les acteurs dits de la « résistance » (Damas, Téhéran, Hezbollah, Hamas) à une volonté d'en finir avec le régime syrien.

Plus concrètement, le risque qui nous guette est le suivant : avec des États aussi fragiles et des territoires aussi perméables, il faut craindre qu'à une neutralisation de quelques acteurs subversifs cantonnés dans une dimension territoriale succède le renforcement d'acteurs transnationaux dont la subversion risque d'être globale et illimitée.

Adlene Mohammadi

Adlene Mohammadi [11] est doctorant en géopolitique à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Il étudie aussi le droit international à l'Institut des hautes études internationales (IHEI), après des études de géopolitique (Paris 1 Panthéon-Sorbonne / ENS-Ulm), d'histoire contemporaine et de russe (Paris IV). Il travaille notamment sur les interactions entre les mondes arabe et russe. Il est membre de l'association Collectif Confluence.

[1] Georges Corm, Pour une lecture profane des conflits : sur le "retour du religieux" dans les conflits contemporains du Moyen-Orient, Paris, La Découverte, coll. « Cahiers libres », 31 octobre 2012.

[2] Le takfirisme est l'idéologie selon laquelle des groupes se réclamant de l'islam identifient un « ennemi de l'intérieur », pour reprendre la formule de Syed Saleem Shahzad (<http://www.monde-diplomatique.fr/2007/07/SHAHZAD/14907>). Le takfir renvoie à l'excommunication.

[3] Les déclarations sur le sujet sont nombreuses et difficilement vérifiables. Carla Del Ponte, magistrat et membre d'une commission d'enquête des Nations unies, a même accusé les rebelles syriens avant de se rétracter.

[4] Pour ne prendre qu'un exemple, l'ancien candidat à l'élection présidentielle américaine Ron Paul a fortement critiqué cette idée.

[5] A gauche (George Galloway) comme à droite (Boris Johnson), les critiques ne manquent pas.

[6] Jean-Pierre Chevènement.

[7] Un certain nombre de compagnies pétrolières se sont implantées dans la région, y compris Total, sans l'approbation de Bagdad.

[8] L'utilisation du mot « takfiristes » plutôt que « djihadistes » renvoie ici à une pratique dans laquelle l'ennemi est davantage le « mauvais » musulman que le non-musulman. Le Hezbollah, « parti de Dieu », a d'ailleurs été qualifié de « parti du diable » par ces groupes, notamment au Koweït.

[9] Parti des travailleurs du Kurdistan. Organisation armée formée en 1978 qui a combattu le régime turc depuis les années 1980.

[10] Front populaire pour la Libération de la Palestine-Commandement général. Parti palestinien pro-syrien dirigé par Ahmed Jibril.

[11] <http://collectif-confluence.fr/domaines/affaires-internationales/auteu...>

<http://araprism.com/2013/06/30/le-moyen-orient-en-lambeaux/>
<http://araprism.com/2013/06/30/le-moyen-orient-en-lambeaux/>

<http://www.legrandsoir.info/le-moyen-orient-en-lambeaux.html>